

BULLETIN

PUBLICATION CONJOINTE DE / JOINT PUBLICATION OF
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE
&
CANADIAN POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION

Novembre 1975
cinquième année
No. 2

V / 2

November 1975
volume V
No. 2

Rapport du président sortant de la SCSP, page 4

A relevant acronym: SSRCC, page 13

An important new committee of the CPSA, page 15

Session d'études sur l'intégration européenne, page 19

Réunions prochaines / Upcoming meetings, page 23

Edinburgh 1976, pages 27, 32

Departmental News / Nouvelles des départements, page 37

The Thorburn Report: DOSSIER of the month, page D/1

*Toute correspondance
au sujet du bulletin
devrait être envoyée au rédacteur:*

François-Pierre Gingras,
Département de science politique,

*All correspondence
relating to the newsletter
should be directed to the editor:*

François-Pierre Gingras,
Department of Political Science,

"On n'est jamais si bien servi que par soi-même"

Le Bulletin se veut un organe de liaison entre les politicologues canadiens. A ce titre, il publie des renseignements et des opinions susceptibles d'intéresser ses lecteurs. Il revient cependant à ces mêmes lecteurs (c'est à dire VOUS) de faire connaître au rédacteur du Bulletin la nature de leurs intérêts et de lui communiquer des informations. Si vous ne le faites pas, qui le fera?

Make it YOUR thing!

The real purpose of publishing the Bulletin is to provide Canadian political scientists with an instrument of communication. There is no point including in the Bulletin informations of little or no interest to most readers. However, the editor can only publish those informations and opinions he receives. This is an invitation addressed to YOU.

* * *

Readers of the Bulletin were promised a DOSSIER on "the uses and abuses of Political Science journals" for this issue. As one of our objectives is to keep our readers up to date, we have instead included the "Concluding Remarks" of the Thorburn Report on graduate studies and research in Political Science (see page D/1). This report, done on behalf of the CPSA for the Healy Commission on graduate studies in the humanities and social sciences, is one of the major documents under examination by the recently-created CPSA Graduate Studies Committee (see terms of reference on page 15 and the minutes of its first meeting on pages 16-17). In all likelihood, it will also be placed on the agenda of the next Departmental Chairmen's conference in February (see page 18). For comparative purposes, we have also included in this DOSSIER the recommendations of the Lemieux Report done on behalf of the SCSP for the Healy Commission (pages D/17 - D/18).

* * *

FORTHCOMING IN THE BULLETIN ...

... a text by David Easton on THE INTERNATIONAL CHARACTER OF NATIONAL POLITICAL SCIENCE

* * *

Deadline for the inclusion of informations or commentaries in the January issue: December 12. For the March issue: February 13.

Date-limite pour faire paraître vos nouvelles et vos commentaires dans la livraison de janvier: 12 décembre. Pour la livraison de mars: le 13 février.

* * *

Special thanks to Marlene Moore for her invaluable assistance in putting together this issue.

François-Pierre Gingras

WHO DO YOU WANT TO SEE ON THE CPSA BOARD OF DIRECTORS?

N.B. If the postal strike is finished by December 15th, the deadline for nominations will be extended to February 15th, 1976. Otherwise, the deadline will be one month after the date on which the strike ends.

NOMINATIONS FOR OFFICERS OF THE CPSA

In accordance with the provisions of article VIII, section 2, of the constitution of the Canadian Political Science Association, the nominating committee invites nominations for the office of President-Elect, Vice-President, six Members-At-Large on the Board of Directors, and three Members of the Nominating Committee. Nomination forms must be duly signed by two CPSA members and should preferably indicate agreement on the part of the nominee. Nominations should be in the hands of the Secretary-Treasurer (c/o University of Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5) before January 15, 1976.

Nominations should take into consideration the geographical distribution that would include the following regions: the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, and British Columbia.

Only nominations received before January 15, 1976, will be included in the list proposed to the membership by the nominating committee. However, names of the other candidates may be placed on the ballot by any two members submitting a nomination paper, signed by themselves and the nominee, to the Secretary-Treasurer before midnight of the first day of the annual meeting.

QUI DESIREZ-VOUS VOIR AU BUREAU DE DIRECTION DE L'ACSP?

L'ELECTION DES FONCTIONNAIRES DE L'ACSP

Selon les provisions de l'article VIII, paragraphe 2, de la constitution le comité des candidatures invite les membres de l'Association canadienne de science politique à présenter des candidatures au poste de président désigné, vice-président, et conseiller (6) du Bureau de direction, et au poste de membres (3) du comité des candidatures. Les formules de candidatures doivent être contresignées par deux membres de l'ACSP et devraient de préférence indiquer que le candidat accepte de se porter candidat. Les candidatures doivent parvenir au secrétaire-trésorier (a/s Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5), avant le 15 janvier, 1976.

Les candidatures devraient tenir compte d'une répartition géographique qui comprendrait les régions suivantes: les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces de l'Ouest et la Colombie Britannique.

Seules les candidatures reçues avant le 15 janvier, 1976 seront incluses dans la liste présentée aux membres par le comité des candidatures. Cependant, le nom d'autres candidats pourra être ajouté à la liste des candidats par l'action conjointe de deux membres, qui à cet effet devront remettre au

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE

Bureau de direction 1975 - 76

tel qu'élu lors de l'assemblée générale annuelle
tenue à l'Université de Montréal le 24 octobre 1975.

Président:	Tran Quang Ba	(Moncton)
Président sortant:	Robert Boily	(Montreal)
1er vice-président:	Jacques Lévesque	(UQAM)
2e vice-président:	Michel Vanier	(CEGEP Ahuntsic)
Secrétaire - trésorier	François Bouvier	(UQAM)
Conseillers:	Nasir Islam	(Ottawa)
	Jean Karam	(CEGEP Ahuntsic)
	Réjean Pelletier	(Laval)
	Koula Mellos	(Ottawa)
	Michel Saint-Louis	(Moncton)
Co-directeurs de la Revue canadienne de science politique:		
	Paul Fox	(Toronto)
	Vincent Lemieux	(Laval)

*

*

*

ASSEMBLEE GENERALE DU 24 OCTOBRE 1975

Rapport du président sortant

Puisque c'est le dernier rapport que je vous sou mets à titre de Président - un président qui commençait à se sentir un Secrétaire perpétuel - je voudrais remercier toutes les personnes qui, au cours des deux dernières années et demie, m'ont assuré de leur appui et ont donné, à la Société, leur temps et leur confiance dans l'utilité d'un tel organisme pour notre milieu. Je veux remercier, tout particulièrement, Mme Irène Malo pour sa fidélité et son enthousiasme, François Bouvier pour sa patience et son dévouement, Louise Quesnel-Ouellet pour l'extraordinaire travail fait aux stages parlementaires, Vincent Lemieux et Edouard Cloutier pour la qualité du travail accompli à la Revue et tous mes collègues des deux exécutifs qui se sont succédés pendant cette période, ceux que j'ai vu partir à regret et ceux que j'ai retrouvés avec plaisir. Je voudrais aussi remercier tous ceux qui, à un moment ou l'autre, à l'occasion de divers projets, nous furent précieux par leurs interventions et en particulier, les divers directeurs de Département. Merci aussi à Gilbert Saint-Louis et à ses collègues pour leur travail et le chaleureux accueil à Moncton lors du dernier Congrès de l'ACFAS.

Cela dit, je voudrais maintenant, à l'occasion de ce rapport, vous exposer rapidement le bilan du mandat qui se termine et me permettre d'évoquer quelques problèmes sur lesquels la Société devrait, à mon avis, se pencher. Ce n'est pas sans inquiétude - ni sans regret, car j'ai conscience de n'avoir pas pu donner à la Société tout le dynamisme dont

elle aurait eu besoin - que je quitte la Présidence à un moment où, par suite d'une sérieuse prise de conscience, les membres qui la composent doivent décider de sa survie ou de sa disparition.

Les cinq points suivants retiendront successivement notre attention: état des deux projets annoncés dans mon dernier rapport en relation avec les grands objectifs de la Société, activités du Comité des directeurs, état des projets en cours, activités nouvelles et quelques réflexions sur l'état de la Société.

1. En relation avec les grands objectifs de la Société, état des deux projets annoncés dans le dernier rapport du Président.

Suite à l'invitation et aux propositions faites par André Vachet en août 1973, je rappelais, dans mon dernier rapport, que le Bureau de direction s'était à nouveau penché sur ces questions et qu'il lui était apparu que la Société se devait d'établir des priorités d'action dans la poursuite de ses grands objectifs et se devait d'essayer d'être plus réaliste dans la poursuite de ces priorités. Valait mieux être plus limitatif dans les projets mais d'en poursuivre l'atteinte dans des conditions de recherches normales et sûres.

Deux projets d'étude, qui visaient à rejoindre les trois grands objectifs de la Société (faire connaître le caractère professionnel de la Science politique, promouvoir la recherche ainsi que la coordination et la diffusion des résultats, voir à combler les lacunes au plan de la formation et de la recherche en Science politique) avaient été retenus. Le premier visait à connaître plus parfaitement les milieux de travail de nos finissants afin de mieux évaluer la facilité ou la difficulté d'accès au marché du travail et de la poursuite d'une carrière. Une telle étude, dans la mesure où elle était poursuivie par une équipe de recherche subventionnée, pouvait nous fournir les éléments nécessaires à une action auprès des employeurs actuels ou potentiel des finissants de Science politique.

Un deuxième projet visait à constituer une autre équipe de recherche pour procéder à l'évaluation en profondeur des programmes de Science politique, des domaines de recherche couverts et des instruments de coordination existants, ceci afin d'être mieux à même de connaître les lignes de force et les lacunes du développement de la Science politique dans nos universités francophones.

Qu'en est-il de ces projets? Le premier projet n'a pu être poursuivi faute de fonds et cela, malgré plusieurs démarches. Compte tenu de l'importance de cette recherche pour une reconnaissance du caractère professionnel de la Science politique, peut-être y aurait-il lieu, pour la Société, d'engager quelqu'argent pour amorcer l'étude afin que, soit par une subvention ou la poursuite d'un ou de mémoires de maîtrise (supportés financièrement en partie par la Société), nous parvenions à une meilleure connaissance de la situation.

Quant au deuxième projet, une grande partie des objectifs a été atteint à l'occasion du mémoire que Vincent Lemieux a, à la demande de la Société, rédigé pour la Commission Healy. Ce mémoire sur lequel l'Assemblée générale s'est penché met heureusement en relief le chemin parcouru par chacun de nos départements et les problèmes sérieux auxquels nous continuons de nous confronter au niveau des études supérieures. Je veux remercier ici Vincent Lemieux d'avoir accepté cette tâche et de l'avoir menée à bien dans un temps record avec beaucoup de délicatesse et d'objectivité.

2. Activités du Comité des directeurs.

Il ne fait pas de doute - malgré la difficulté de planifier les rencontres - que le comité des directeurs s'avère un des instruments les plus stables et les plus utiles de la Société. Le stade des rencontres pour un simple échange d'informations - celles-ci demeurent cependant toujours précieuses - a été dépassé. Au cours de la dernière année universitaire écoulée, la procédure suivante fut suivie: établissement, dès la première rencontre, d'un ordre du jour pour l'année, ce qui a permis de retenir quelques questions jugées d'importance et de s'y pencher successivement à l'occasion de chacune des rencontres. Les procès-verbaux de ces diverses réunions vous ayant été distribués, je me contenterai d'en évoquer les thèmes: problème de l'engagement de professeurs dits étrangers, notamment dans le secteur international (réunion du 1er novembre 1974), problème du nombre des étudiants dans les divers départements de Science politique, attitudes à adopter vis-à-vis la question des prérequis (réunion de mars 1975), prérequis conçus par les uns comme barrière, par les autres comme éléments nécessaires de formation, réunion d'avril 1975 consacrée entièrement, avec la participation des responsables pédagogiques à l'admission, à ce problème de prérequis. Suite à cette dernière réunion, un comité a été formé afin que des recommandations puissent être faites à la Société au cours de l'automne. Ces recommandations pourraient revêtir beaucoup d'importance quant aux politiques à défendre par la Société auprès du Ministère de l'Education. J'ajouterai que ces réunions se sont avérées fort utiles pour l'échange d'informations sur le recrutement des professeurs et les programmes dans les divers départements. C'est maintenant une pratique établie que de communiquer aux autres départements l'ouverture de postes de même que des candidatures qui ne peuvent être retenues faute de poste.

3. Etat des projets en cours.

Ententes Grenoble, Bordeaux, UQAM, Montréal, Laval.

En octobre 1974, une série de rencontres avaient lieu à Montréal et à Québec entre M. Mabileau, représentant des universités françaises impliquées et du gouvernement français, les directeurs de départements des universités québécoises concernées, les dirigeants de la Société et les représentants du Ministère. Il s'agissait de mettre un peu d'ordre dans les procédures, les responsabilités et de réévaluer les conditions financières, notamment touchant les stagiaires français et les stages des étudiants. Sans que nous soyons parvenus à un fonctionnement tout à fait harmonieux, il ne fait pas de doute qu'une série d'échanges ont pu avoir lieu dans des conditions meilleures. Pour la première fois, des étudiants québécois (2) ont pu profiter, cette année, de cet accord. Il ne fait pas de doute cependant que, quels que soient les efforts déployés, une coordination meilleure demeure à réaliser. Je veux remercier ici André Donneur pour son rôle de coordonnateur de ce projet au Québec. Je connais suffisamment le temps exigé par cette tâche et le type d'ennuis qu'elle occasionne pour apprécier grandement la disponibilité qu'il a toujours manifestée dans cette fonction.

Stages parlementaires.

Au cours de la dernière année écoulée, un premier groupe de stagiaires a fait l'expérience de ce projet et ce fût un succès total, et cela de l'avis de tous ceux qui furent mêlés au projet. Un deuxième groupe vient d'amorcer cette expérience unique au Canada au niveau des législatures provinciales.

Les perspectives d'avenir de ce programme demeurent cependant on ne peut plus sombres. En effet, malgré les efforts considérables déployés par le directeur des stages, Louise Quesnel-Ouellet et les dirigeants de la Société, nous n'avons pu obtenir aucune aide financière, je dis bien aucune, permettant à ce projet de se poursuivre au-delà de la présente année. Nous ne pouvons nous résoudre à voir ce programme disparaître et nous demeurons confiants qu'au cours de la prochaine année, une solution sera trouvée. J'aimerais remercier ici Louise Quesnel-Ouellet pour le travail énorme qu'elle a accompli pour la réalisation et le bon fonctionnement de ce projet. C'est à regret que nous avons dû accepter la démission de Louise par suite de sa nomination au poste de directeur du Département de Science politique de Laval. Réjean Pelletier a accepté vaillamment de lui succéder et s'est mis résolument à la tâche depuis septembre.

Manuels.

Le manuel sur les Institutions politiques canadiennes et québécoises est en bonne voie et devrait devenir disponible sous peu grâce au travail acharné d'André Bernard.

Colloque conjoint C.P.S.A. - S.C.S.P.

Conformément à la politique décidée par le Bureau de direction, il y a maintenant deux ans, de tels colloques n'auront lieu que tous les deux ans et ne regrouperont que des personnes spécialisées dans le domaine choisi. André J. Bélanger, du Département de Science politique de l'Université de Montréal, et H.M. Angell, du Département de Science politique de l'Université Concordia, sont responsables de l'organisation du prochain colloque. Ce colloque aura lieu l'automne prochain et portera sur l'utilisation en Science politique de la théorie du développement. On a émis l'espoir que certains des textes présentés à ce colloque puissent être publiés dans la Revue Canadienne de Science politique.

Activités nouvelles.

En dehors de l'appui limité donné par la Société à la nouvelle revue Canadian Public Policy. Analyse de politique, je voudrais souligner surtout une initiative que François et moi-même - nous en prenons la responsabilité - avons prise l'année dernière d'organiser, avec les sociologues et les anthropologues, un colloque conjoint sous le thème de "l'Utilisation publique des Sciences sociales". Si j'en ai assumé la responsabilité avec François, c'est surtout à lui qu'il faut attribuer l'organisation de ce colloque qui s'est avéré, malgré le peu de participation des gens de Science politique, un franc succès. Non seulement ce colloque a-t-il permis un contact avec des collègues de disciplines voisines et nous a-t-il permis de sortir de préoccupations trop étroitement universitaires pour aborder celui de notre responsabilité sociale, mais il a permis, à de nombreuses personnes issues de nos départements et qui oeuvrent dans l'administration ou l'entreprise, d'exprimer leurs problèmes de recherche et leurs préoccupations, pour ne pas parler de leur isolement. Il nous semble que cela nous a donné l'occasion de rencontrer un voeu émis, lors de notre dernière assemblée générale, et qui consistait à inviter la Société à sortir des seules préoccupations universitaires.

Pour ma part, j'espère que de telles activités devraient se poursuivre et revenir régulièrement sous forme d'interrogations générales ou d'analyse de problèmes spécifiques. Lors du dernier Bureau de direction, nous avons rendu compte de cette initiative et émis le voeu que l'expérience soit reprise. Une prochaine occasion nous en sera donnée à Sherbrooke si le projet de tenir le prochain Congrès à Québec, au moment des Sociétés savantes, est accepté. A Sherbrooke, dans le cadre de l'ACFAS, il nous serait possible de tenir un colloque conjoint avec des collègues sociologues et de d'autres départements des Sciences sociales, sur le thème de la Politique de la Santé au Québec. Il nous semble que ce thème donnerait l'occasion, à de nombreux chercheurs de nos universités, de se réunir et de faire part de leurs réflexions sur une des politiques les plus importantes que le Québec ait mise en route depuis la création du Ministère de l'Éducation.

Telles ont été les principales activités de la Société au cours du dernière mandat écoulé et tels sont les résultats obtenus. Les uns attestent du statut atteint par la Société. D'autres sont révélateurs du peu de moyens dont elle est dotée et du chemin qu'il reste à parcourir. C'est

pour mieux faire ressortir ces divers aspects que je n'ai pas voulu, dans ce rapport, faire état des diverses activités que la Société poursuit avec la C.P.S.A. J'ai voulu me limiter aux seules activités de la Société.

Comme chaque fois que j'ai à me pencher sur de semblables bilans, je me dis, au moment de commercer, que la Société devrait peut-être songer à la retraite. Chaque fois que je termine le bilan, j'y trouve, malgré tout, matière à espérer en me disant qu'un travail utile, bien que limité, a été accompli. Un travail qui n'aurait sans doute pas été accompli si la Société n'existait pas. Il n'en reste pas moins symptomatique que l'on sente le besoin de faire semblables réflexions.

5. Quelques réflexions sur l'état de la Société.

Tout en demeurant bien jeune, la Société a déjà quelques années derrière elle. On pourrait longtemps s'interroger sur son utilité, lui adresser, et tout particulièrement à certains de ses dirigeants, quelques reproches. Il n'en reste pas moins qu'avant de nous attacher à certaines faiblesses, il demeure utile de nous rappeler quelques-unes des tâches que la Société s'était donnée et a atteintes complètement ou en partie.

La Société a permis un regroupement de politicologues de langue française et évité, à nos collègues d'Ottawa comme à ceux de Moncton, un isolement certain. Elle permet aussi à tous ceux qui, bien que le langage anglais, portent intérêt à ce qui se fait parmi nous, d'y collaborer intensément, qu'ils soient du Québec ou d'ailleurs.

La Société a maintenu, auprès d'organismes fédéraux, l'affirmation d'une identité qui nous est propre, l'existence de problèmes différents et de besoins autres. A nouveau, l'étude faite pour la Commission Healy nous a permis de le démontrer.

Sans y être encore parvenue complètement, la Société a facilité un contact précieux entre les collègues des CEGEP et ceux des universités.

Par son comité de directeurs, la Société maintient, entre les départements, un courant d'informations et d'échanges nécessaire.

C'est aussi grâce à la Société qu'il nous est possible d'avoir une participation étroite à la seule grande revue de Science politique du Canada et ce, sur un pied d'absolue égalité.

Que ce soit par les contacts constants entre les exécutifs de la C.P.S.A. et la S.C.S.P. ou par les colloques conjoints, la Société a su favoriser une meilleure communication entre politicologues de langue française et les politicologues de langue anglaise.

Enfin, c'est à la Société qu'il faut rattacher l'existence et le développement de projets tels que les ententes entre des universités de France et du Québec ou les stages parlementaires.

Ce ne sont là que quelques-unes des diverses activités et réalisations de la Société qui confirment l'espoir que ceux qui lui ont donné naissance avaient mis en elle. Il ne fait pas de doute cependant qu'à chacune de ces réalisations, on pourrait rattacher un nom. C'est normal, dans une certaine mesure, mais il n'en reste pas moins que, parfois, nous éprouvons l'impression que la Société est trop l'affaire de quelques-uns. Il me semble qu'il y a une sorte de contradiction entre le nombre de membres, les nombreuses obligations de la Société, le rôle qu'elle se doit d'assumer et la participation que l'on y a remarquée. Les mêmes personnes ne peuvent pas toujours assumer les diverses responsabilités au sein de notre collectivité et il serait trop simple de tout expliquer par un phénomène d'oligarchie. Ces diverses responsabilités ne procurent pas une telle joie qu'il soit toujours passionnant de les assumer. Il me semble qu'au cours des années, un certain problème de générations se soit posé. Cependant que quelques-uns des pionniers et des plus fidèles supporteurs de la Société ont dû, par suite de toute une série de facteurs, consacrer une partie de leurs efforts, en d'autres lieux, peu de resourcement s'est manifesté jusqu'à maintenant. Comme à tout phénomène, il y a une cause, et que la mauvaise volonté n'explique pas tout, et de loin, il faudrait s'interroger sur les facteurs qui peuvent éclairer cette situation, une situation qui menace le dynamisme de notre Société. Toujours au plan de la participation, il me semble aussi que les contacts ne sont faits plus espacés avec nos collègues de certains secteurs et je pense ici - peut-être à tort - à ceux du secteur des Relations internationales, sans doute par suite du grand dynamisme de ce secteur. Il me semble également que nos contacts avec nos collègues anglophones du Québec se sont amenuisés. Où faut-il en recherche la cause?

Sur un plan tout à fait différent, je voudrais attirer l'attention sur le type de relations et de collaborations que la Société a développé depuis plusieurs années avec la C.P.S.A. Un tel type de collaboration a-t-il finalement amené la Société, étant donné le caractère réduit de ses moyens, à une diminution de son esprit d'initiative? Compte tenu toujours de ces moyens, y a-t-il un manque de temps pour la création et l'élaboration d'activités propres? Faut-il mettre en question ce type de relations ou les moyens que nous avons su ou pu nous donner jusqu'à maintenant?

Cette interrogation sur les moyens dont nous disposons m'amène à parler d'un objectif, à mes yeux primordial, celui de la défense de nos intérêts proprement professionnels. Il ne fait aucun doute qu'il y a place ici pour une amélioration très considérable sans pour autant tomber dans le corporatisme. Nous ne pouvons laisser à d'autres le soin de définir ce que doit être notre enseignement, qu'il s'agisse de l'Université ou des CEGEP, de ce que doit être notre recherche. Compte tenu de l'évolution de notre Société et du caractère de notre discipline, nous sommes appelés maintes

fois à des interventions. Dans combien de cas sommes-nous disponibles et prêt à de telles interventions? Si d'un point de vue plus centré sur nous-mêmes nous passons à la responsabilité sociale qui est la nôtre et celle de tout enseignant, peut-être pouvons-nous nous demander si nous sommes suffisamment préoccupés de cette responsabilité. Entre le choix partisan et le silence, il y a place, me semble-t-il, pour l'étude, la réflexion, le jugement. N'est-ce pas là notre profession et le rôle que devrait assumer une Société qui regroupe que ceux qui appartiennent à cette profession?

Je parlais, il y a un instant, de la défense du caractère professionnel de notre discipline. Je crois que cette défense doit rejoindre l'intégrité de cette Société, son caractère moral, l'intégrité de ces diverses unités composantes et de ses membres. De ce point de vue, n'y aurait-il pas lieu de voir à la mise sur pied d'un Comité permanent - une sorte de Comité d'éthique - auquel pourraient s'adresser les membres de notre profession lorsqu'ils jugent qu'une injustice a été commise à leur égard et qu'ils n'ont aucun autre moyen de recours. De telles situations existent, par exemple, lorsqu'il s'agit du recrutement de professeurs ou du renvoi ou du non-renouvellement d'un contrat pour des raisons qui ne tiennent nullement à la compétence, ainsi pour des raisons idéologiques.

J'arrête là ces quelques considérations, mais je voudrais, en terminant, insister à nouveau sur le défi que nous avons à rencontrer et à assumer: s'il ne fait aucun doute qu'une telle Société a sa raison d'être et un rôle à jouer, elle ne peut le jouer sans une solide prise de conscience de ceux qui en sont membres et sans leur appui.

Robert Boily,
Président,
Société Canadienne de
Science politique.

